

La Belgique, un pays consolidé au cœur de l'Europe : bilan et perspectives

Synthèse de la conférence donnée au Forum financier de Mons-La Louvière
par le Premier ministre Charles Michel, le 26 juin 2018



1. Le développement économique et la création d'emplois

Nous sommes confrontés à des défis complexes : créer les conditions d'une société où il y a une solidarité effective, grâce à des services publics de qualité et aux protections sociales : des soins de santé de qualité et accessibles pour tout le monde, des retraites qui permettent de mener une vie décente, etc.

On ne peut réaliser cette solidarité effective qu'au travers d'un dynamisme économique : investissements, emploi, innovation.

Le gouvernement a pris des décisions structurelles afin de stimuler le développement économique :

- **Restaurer la compétitivité des entreprises**
Le handicap salarial par rapport aux pays voisins est un véritable talon d'Achille pour la Belgique. Le gouvernement a voulu y remédier via un saut d'index socialement corrigé ainsi que via une réforme fiscale pluriannuelle, le tax shift, qui consiste à réinjecter 8 milliards d'euros dans le moteur économique du pays. Il comporte des baisses de charges pour les entreprises, une baisse de l'impôt des sociétés et une hausse du pouvoir d'achat, principalement concentrée au niveau des moyens et des bas salaires. Grâce au tax shift et aux accords interprofessionnels, nous avons réussi depuis 4 ans à octroyer l'équivalent d'un 13ème mois pour les bas salaires et ainsi soutenir la consommation. Le Bureau du Plan prévoit pour cette année une augmentation de plus de 2% du revenu réel des particuliers.
- **Mieux soutenir les indépendants et les PME**
Nous avons mis en place des mesures innovantes comme la suppression des cotisations patronales sur le premier emploi créé par un indépendant, la baisse significative des charges sur les 6 premiers emplois créés dans les PME et le tax shelter pour encourager les investissements dans des entreprises qui démarrent leurs activités et ainsi faciliter leur accès au capital à risque.
- **Annualiser le temps de travail**
L'ambition est de permettre de mieux conjuguer les impératifs de la vie familiale et personnelle ainsi que la liberté de choix avec les besoins des entreprises. On sait en effet qu'à certains moments les entreprises doivent travailler plus et leurs travailleurs doivent alors être davantage disponibles alors qu'à d'autres moments, il y a davantage d'espace pour la vie familiale et personnelle. Il s'agit là d'un véritable enjeu pour l'avenir.
- **Réformer l'impôt des sociétés (ISOC)**
L'Isoc a été abaissé de 33% à 29% pour les grandes entreprises. Il s'établira même à 25% dès 2020. Pour les PME, il ne dépassera plus 20% pour une base taxable inférieure ou égale à €100.000. Les premiers chiffres (encore non-officiels) des rentrées de l'Isoc depuis 2018 sont très bons. On voit donc qu'en créant un contexte qui favorise les investissements et le développement économique, on élargit l'assiette fiscale.

2. Une stratégie pour relancer les investissements publics et privés

Depuis 20 ou 30 ans, on a fait – en Europe comme en Belgique - des économies budgétaires sur le dos des investissements. Mais ne pas investir, c'est favoriser l'émergence d'une dette cachée, reportée sur les générations futures !

Le gouvernement a donc lancé un **Pacte national pour les investissements stratégiques** de 60 milliards d'euros à l'horizon 2030, avec un financement public et privé. La volonté est de privilégier les secteurs productifs, ceux qui vont contribuer à rendre notre pays plus fort et plus attractif. Trois grands domaines d'activités sont visés :

- **La mobilité**
Il s'agit d'un enjeu général pour le pays qui touche à la qualité de vie, à l'environnement et à la compétitivité des entreprises. Sur le plan fédéral, le levier c'est la SNCB (ex. la relance du RER).

- **L'agenda digital**

TOUS les secteurs de la vie en société vont être concernés par une gigantesque transformation qui ne fera que s'amplifier et s'accélérer (voir les développements annoncés en matière de super ordinateurs, d'intelligence artificielle, etc.). Plutôt que de les subir, il s'agit d'utiliser les innovations technologiques en tant qu'opportunités. Dans dix ans/quinze ans, notre économie sera structurée sur de tout nouveaux métiers et donc de nouveaux emplois. Nous ne pouvons pas rater ce train-là.

- **La question énergétique**

Il est impératif de préparer un projet crédible afin de garantir trois choses :

- la sécurité d'approvisionnement ;
- des tarifs abordables : si les factures d'électricité devaient exploser pour les ménages et les entreprises, nous connaîtrions un appauvrissement de notre économie ;
- le respect de nos engagements internationaux (Accords de Paris) : notre stratégie énergétique est ambitieuse en prévoyant notamment une sortie progressive du nucléaire qui nécessite de redoubler d'efforts en matière d'investissements.

Ces trois objectifs ne sont pas spontanément concordants. Chacun d'entre eux peut être atteint en mettant en péril les deux autres...

3. La consolidation de la protection sociale

Le gouvernement veut préserver une **capacité effective de solidarité au niveau de la sécurité sociale** - non pas avec des slogans -, mais grâce à une économie plus solide. Une meilleure protection sociale, c'est d'abord plus d'emplois. À l'exact opposé de ce que l'on prétend parfois, le budget des soins de santé a augmenté de 3 milliards d'euros depuis 2014. Dans le même temps, on a réussi à réduire de 1,5 milliard les dépenses de chômage, une conséquence directe de la création de 185.000 emplois, principalement dans le secteur privé.

Pour préserver la protection sociale, il faut aussi **assumer ses responsabilités**, notamment **en matière de pensions**. Deux chiffres interpellants :

- chaque mois, le budget fédéral assume 10.000 pensionnés supplémentaires ;
- depuis 1985 - soit en une génération - le budget consacré aux retraites a été multiplié par 4 !

Il est donc indispensable de surveiller l'évolution du coût financier pour rendre le système plus solide. En Belgique, le taux d'activité moyen au-delà de 50 ans est très bas. Il est donc nécessaire de nouer un nouveau contrat social, prenant en compte la pénibilité. Ce n'est évidemment pas un débat facile.

4. Relever le niveau de sécurité

Nous avons la chance de vivre sur un territoire où les valeurs de liberté de conscience et d'expression, de tolérance et de respect constituent un socle qui nous permettent de vivre ensemble, quelles que soient nos convictions politiques, philosophiques ou spirituelles. Au-delà d'une démarche abjecte et aveugle, les récentes attaques terroristes constituent une volonté d'agression contre ces valeurs. Nous devons donc relever le niveau de sécurité en renforçant la qualité du renseignement, les capacités légales et juridiques, les techniques d'enquête et de surveillance et ce, en maintenant le respect de la dignité et de la vie privée ainsi que les garanties démocratiques.

5. Préserver le projet européen

Notre ancrage européen est un enjeu existentiel. Rien que sur le plan économique, les deux-tiers de notre prospérité sont liés à notre commerce avec les pays étrangers. Depuis 70 ans, le monde a choisi le chemin du multilatéralisme pour garantir plus de sécurité et de stabilité. Cela a donné naissance – non sans difficultés ni résistances – aux accords de l'OMC, de l'ONU et au projet européen. Aujourd'hui, on sent bien que ce dernier projet est mis à l'épreuve. Notre pays a toujours été au rendez-vous du projet européen et j'entends qu'il le reste.

Voici trois points qui me paraissent importants sur le plan européen :

- **la question économique**

C'est le débat actuel sur l'approfondissement de la zone euro. Nous avons une monnaie unique qui nous offre une véritable protection mais il n'y a pas assez de convergence sur le plan économique entre pays membres de la zone euro. Le débat est en cours quant aux instruments qui permettraient de soutenir les investissements et favoriser la convergence dans la zone euro, et quant à une capacité de stabilisation en cas de choc macroéconomique. Nous devons par ailleurs achever l'union bancaire afin de mieux nous protéger en cas de crise financière future.

- **l'échange d'informations et la coopération en matière judiciaire et policière**

- **la migration & la politique d'asile**

Je suis conscient que cette question met en jeu, non pas des statistiques, mais bien des personnes qui, pour la plupart d'entre elles, cherchent un avenir meilleur. En 1951 est née la Convention de Genève, un véritable monument dans l'histoire de l'Humanité. Elle considère que lorsqu'on est confronté à des persécutions ou à la guerre, on doit pouvoir être accueilli. Elle fait donc une distinction entre ceux qui sont dans les conditions pour être reconnus comme réfugiés et ceux qui ne le sont pas. Nous assumons pleinement nos responsabilités à l'égard des réfugiés. Depuis 4 ans, nous avons accordé 40.000 statuts de protection internationale à des personnes qui fuyaient des conflits.

Au niveau européen, il faut renforcer les frontières extérieures et pouvoir faire la distinction entre les personnes pouvant prétendre à une protection internationale et les migrants économiques. Nous devons aussi limiter les départs depuis les zones d'origine. A cette fin, nous devons conclure des accords avec les pays tiers d'origine et de transit. Il faut stimuler le développement dans les Etats africains. Au niveau intra-européen, il nous faut une vraie solidarité entre partenaires.

6. La relation avec les États-Unis

Depuis les dernières élections présidentielles, le partenaire américain a pris plusieurs décisions unilatérales, dans le domaine du commerce, de l'environnement (retrait des Accords de Paris) et la situation au Proche et Moyen Orient.

On peut se lamenter de cette situation ou bien se dire que cette situation doit rendre les Européens plus lucides et les amener à prendre davantage leur destin en mains : être maîtres de leur sécurité, être un acteur géopolitique qui pèse sur les relations internationales, en réinvestissant dans la défense, pas pour faire la guerre mais bien la paix.

7. Conclusion

« Je suis Premier ministre depuis 4 ans. J'aime profondément ce pays et je crois qu'il a un avenir solide et radieux à condition que l'on ait le courage et la capacité de décider et d'agir. Le plus grand danger, c'est l'immobilisme. Merci pour votre attention. »